

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation de la ministre de la Sécurité publique et du ministre responsable des Affaires autochtones :

QUE soit approuvée l'Entente relative au remboursement de dépenses pour la mise en place d'un projet pilote de prise d'appels d'urgence de quatre villages nordiques au Nunavik entre le gouvernement du Québec et l'Administration régionale Kativik, laquelle sera substantiellement conforme au projet d'entente joint à la recommandation ministérielle du présent décret.

Le greffier du Conseil exécutif,
YVES OUELLET

78192

Gouvernement du Québec

Décret 1486-2022, 3 août 2022

CONCERNANT la modification du décret numéro 263-2016 du 30 mars 2016 concernant l'octroi d'une aide financière de 20 000 000 \$ à l'Administration portuaire de Montréal, sous forme de remboursement d'emprunt auquel s'ajouteront les intérêts, pour les exercices financiers 2018-2019 à 2028-2029

ATTENDU QUE, par le décret numéro 263-2016 du 30 mars 2016, la ministre du Tourisme a été autorisée à octroyer une aide financière de 20 000 000 \$ à l'Administration portuaire de Montréal pour la réhabilitation de la gare maritime Iberville et de la jetée Alexandra, sous forme de remboursement d'emprunt auquel s'ajouteront les intérêts, pour les exercices financiers 2018-2019 à 2028-2029, et ce, sous réserve de l'allocation en sa faveur, conformément à la loi, des crédits appropriés pour ces exercices financiers, et conditionnellement à la signature d'une convention d'aide financière à intervenir entre la ministre du Tourisme et l'Administration portuaire de Montréal;

ATTENDU QUE les conditions et les modalités d'octroi de cette aide financière ont été établies dans une convention d'aide financière signée le 17 juin 2016 entre la ministre du Tourisme et l'Administration portuaire de Montréal;

ATTENDU QUE des problèmes importants reliés à la construction sont survenus et qu'il y a lieu d'autoriser le prolongement du versement de l'aide financière pour les exercices financiers 2029-2030 à 2031-2032 et de reporter la date de fin des travaux;

ATTENDU QU'il y a lieu d'autoriser la ministre du Tourisme à octroyer l'aide financière d'un montant maximal de 20 000 000 \$ à l'Administration portuaire de Montréal, visée par le décret numéro 263-2016 du 30 mars 2016, pour les exercices financiers 2018-2019 à 2031-2032 et de reporter la date de fin des travaux, le tout conformément à un avenant à la convention d'aide financière intervenue entre la ministre du Tourisme et l'Administration portuaire de Montréal, lequel sera substantiellement conforme au projet d'avenant joint à la recommandation ministérielle du présent décret;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation de la ministre du Tourisme :

QUE la ministre du Tourisme soit autorisée à octroyer l'aide financière d'un montant maximal de 20 000 000 \$ à l'Administration portuaire de Montréal, visée par le décret numéro 263-2016 du 30 mars 2016, pour les exercices financiers 2018-2019 à 2031-2032 et de reporter la date de fin des travaux, le tout conformément à un avenant à la convention d'aide financière intervenue entre la ministre du Tourisme et l'Administration portuaire de Montréal, lequel sera substantiellement conforme au projet d'avenant joint à la recommandation ministérielle du présent décret;

QUE le décret numéro 263-2016 du 30 mars 2016 soit modifié en conséquence.

Le greffier du Conseil exécutif,
YVES OUELLET

78193

Gouvernement du Québec

Décret 1487-2022, 3 août 2022

CONCERNANT la modification du décret numéro 1015-2018 du 3 juillet 2018 concernant l'octroi d'une subvention d'un montant maximal de 20 400 000 \$ à Destination Owl's Head inc., sous forme de contribution non remboursable pour les exercices financiers 2018-2019 à 2025-2026, pour la deuxième phase de son plan de développement

ATTENDU QUE, par le décret numéro 1015-2018 du 3 juillet 2018, la ministre du Tourisme a été autorisée à octroyer une subvention d'un montant maximal de 20 400 000 \$ à Destination Owl's Head inc., sous forme de contribution non remboursable pour les exercices financiers 2018-2019 à 2025-2026, pour la deuxième phase de son plan de développement, selon des conditions et modalités de gestion établies dans une convention de